



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/ECA/PSD.7/20
3 février 1992

Original: Anglais
Français

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session de la Conférence commune
des planificateurs, statisticiens et
démographes africains.

Addis-Abeba, Ethiopie, 2-7 mars 1992

EXAMEN DE L'APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUE POUR SUIVRE LES
DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT

Table de matières

	<u>Paragraphe</u>
1. INTRODUCTION	1.1 - 1.3
2. PROGRES REALISES DEPUIS 1990	2.1 - 2.22
3. PERSPECTIVES D'AVENIR	3.1 - 3.3
4. RENFORCER LE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE EN AFRIQUE	4.1 - 4.4

EXAMEN DE L'APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUE POUR SUIVRE LES DIMENSIONS SOCIALES DE L'AJUSTEMENT

1. INTRODUCTION

1.1 Le projet (DSA) Dimensions sociales de l'ajustement a été mis en place en juillet 1987 par le Programme régional du PNUD pour l'Afrique, la Banque Africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale en collaboration avec d'autres agences bilatérales et multilatérales. Ce projet vise à renforcer les capacités des gouvernements de la région d'Afrique sub-saharienne à intégrer les dimensions sociales dans la formulation de leurs programmes d'ajustement structurel. Le projet DSA comprend plusieurs volets, notamment: renforcement des capacités nationales de planification, amélioration de la formulation des politiques et projets sociaux et constitution de bases d'information appropriées. La présente étude mettra l'accent sur le travail accompli sous les auspices du projet DSA pour renforcer le système statistique. Il faudra cependant retenir que, dans le cadre du projet DSA, les statistiques sont considérées comme un moyen en vue d'une fin, plutôt qu'une fin en soi.

1.2 Le programme DSA avait été présenté pour la première fois à la dernière réunion de la Conférence conjointe, il y a deux ans. A l'époque il y avait encore relativement peu de choses dont il fallait rendre compte, en termes d'activités et de réalisations au niveau des pays. En effet, le projet mettait l'accent dans un premier temps sur la définition du cadre méthodologique dans lequel les pays seront en mesure d'aborder les dimensions sociales de l'ajustement. Le programme DSA comprend à la fois, une composante régionale et une, au niveau des pays. La composante régionale, basée à Washington DC, s'attache à coordonner les activités, la recherche méthodologique, la préparation des projets et leur suivi; la composante au niveau des pays est constituée par les programmes nationaux eux-mêmes. Au moment où la première étude était présentée en 1991, 16 pays avaient été évalués, mais les seules activités statistiques au niveau national étaient l'appui en cours, en faveur des enquêtes (LSMS) sur les niveaux de vie en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Mauritanie.

1.3 La tenue de la Conférence conjointe de 1992, offre une bonne occasion d'évaluer l'évolution du programme au cours des deux dernières années et de faire ressortir les orientations qu'il devrait suivre à l'avenir.

2. PROGRES REALISES DEPUIS 1990

Organisation et Coordination de DSA:

2.1 Les deux premières années de cette décennie ont été pour DSA celles d'une intense activité. Un des résultats les plus prometteurs a été l'intégration de DSA dans les activités générales de la Banque mondiale. Ce résultat a été réalisé, grâce à la création d'une nouvelle division technique, qui se charge exclusivement de la politique sociale et de la pauvreté (AFTSP) du sein de la Région Afrique. La division, qui regroupe DSA, la Sécurité alimentaire et la Femme dans le développement est la première division de la Banque qui se consacre exclusivement aux problèmes de la pauvreté et elle marque, de la part de la Banque, une importante détermination de s'attaquer aux problèmes de politique sociale. De plus, chaque département géographique de la Région Afrique, a désigné deux membres de son personnel qui travaillent étroitement avec la Division AFTSP, sur les problèmes liés aux dimensions sociales.

2.2 Dans les domaines des systèmes statistiques et d'information, l'unité régionale DSA s'est efforcée, les deux dernières années, de consolider progressivement ses ressources et capacités pour appuyer constamment les pays participants au projet DSA. Le groupe d'analyse et de suivi social au sein de l'AFTSP, représente, désormais le plus vaste réservoir de compétences en statistiques dans la Région Afrique de la Banque. Ce groupe comprend des statisticiens d'enquêtes, des spécialistes en informatique, et des analystes socio-économiques, tous s'efforçant d'aider les pays à mettre sur pied un système d'information approprié pour améliorer la formulation de programmes économiques qui tiennent compte de la pauvreté.

2.3 Parallèlement à l'intégration de DSA aux activités courantes de la Banque, il y a eu un effort soutenu en vue de consolider la coordination avec les partenaires en dehors de la Banque. Pour un programme appuyé par plusieurs donateurs tel que DSA et qui doit aussi couvrir des secteurs multiples, le problème de coordination est particulièrement important et complexe. L'organe principal de coordination du programme DSA est le Comité directeur composé de bailleurs de fonds et d'agences techniques intéressés par les DSA; il se réunit, en général, deux fois par an. Le comité directeur définit les lignes directrices et les orientations globales du programme. Pour faciliter les travaux du comité directeur, un petit groupe de travail se réunit avant le comité directeur pour préparer les dossiers. Deux sous-comités techniques ont été aussi formés pour s'occuper de problèmes techniques spécifiques. Ce sont le Sous-comité DSA des statistiques et le Sous-comité de programme régional de formation. A l'origine, seuls les bailleurs de fonds et les agences techniques en étaient membres, désormais, ces deux sous-unités sont ouverts

aux représentants des pays membres, de DSA. Ces sous-comités ont joué, l'année dernière, un rôle de plus en plus important en matière de suivi et d'évaluation des composantes du programme DSA. Ils ont constitué un important mécanisme de coordination servant à réduire la duplication des efforts et à améliorer la coordination des activités techniques.

2.4 A la dernière réunion du sous-comité statistique qui s'est tenue au Caire en septembre 1991, il a été recommandé que l'adhésion soit ouverte à tous les directeurs des services statistiques (ou à leurs représentants) dans les pays membres de DSA et que deux réunions soient organisées chaque année - une qui permette d'échanger des expériences entre les états sur des problèmes purement techniques et l'autre réunion qui donnera l'occasion d'examiner les problèmes stratégiques et opérationnels. Le sous-comité du programme régional qui s'est réuni à Munich en octobre 1991, a également reconnu l'importance de son rôle dans la promotion de la coordination et du pilotage des activités de formation régionales dans les domaines des enquêtes et des statistiques, de l'analyse des politiques et de la formulation et mise en oeuvre des programmes sociaux.

Opération par pays

2.5 En parallèle aux intenses au niveau régional, pendant les deux dernières années, c'est réellement au niveau des pays que la plupart des travaux ont été entrepris. Pendant les deux dernières années, le niveau de la participation des pays a été énormément accru. Parmi les 33 pays participants, 28 pays d'Afrique sub-saharienne et l'Egypte ont des activités DSA en cours, ou envisagées. Dix huit ont des activités en cours d'exécution, 5 pays ont été évalués, mais dont le financement n'est pas assuré, et dans 5 autres, les activités se trouvent au stade de préévaluation. En Somalie, où le décaissement a commencé, toutes les activités ont été arrêtées.

2.6 Dans le domaine des statistiques et des systèmes d'information au plan national, il y a eu des activités substantielles dans les domaines de la collecte et de l'analyse des données. Dans le domaine de l'analyse, l'objectif initial était d'élaborer des Rapports d'évaluation au niveau des pays. Ces études visaient à aider à formuler et à mettre au point le programme DSA, en utilisant toutes les données disponibles dans le pays. De plus en plus, à mesure que les projets devenaient opérationnels, l'accent est mis sur la préparation des Profils de pauvreté, utilisant les données d'enquêtes auprès des ménages. On élabore ces profils en se fondant sur les données collectées, à l'aide des programmes d'enquêtes DSA, ainsi que sur d'autres

sources d'enquêtes auprès des ménages. En ce qui concerne la collecte des données, jusqu'à présent, 15 pays sont en train de mettre en oeuvre les programmes d'enquêtes auprès des ménages. Le tableau no 1 récapitule les résultats des analyses et des enquêtes disponibles au moment de la rédaction de ce document.

Tableau 1 : Résumé des activités d'analyse, de traitement et de collecte de données : 1989 - 1992.

	ANALYSE		COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNEES			
	Rapports ¹ d'évaluation	Profils ² de pauvreté	Enquête Prioritaire		Enquête intégrée ou Enquête Dépenses/Revenu	
			Résultats disponibles ³	En cours ⁴	Résultats disponibles ⁵	En cours ⁶
PRE 1990	11	2			2	
1990	1	3			3	
1991		1	4	6	3	5
TOTAL	12	6	4	6	8	5

1. Togo, République Centrafricaine, Madagascar, Zaïre, Burundi, Rwanda, Malawi, Cameroun, Mauritanie, Mozambique, Zambie, Sénégal.
2. Mauritanie, Rwanda, Ghana, Côte d'Ivoire, Ouganda, Somalie
3. Tchad, Guinée-Bissau, Guinée, Zaïre
4. Côte d'Ivoire, Sénégal, Zambie, Gambie, Malawi, Mauritanie
5. Côte d'Ivoire (4 ans), Ghana (2 ans), Mauritanie (2 ans)
6. Ghana, Sénégal, Madagascar, Ouganda, Malawi

2.7 En plus des enquêtes formelles on propose aux pays des méthodes d'évaluation qualitatives des bénéficiaires. Cette approche fournit aux responsables des projets et aux décideurs, des informations sur les facteurs basés sur les communautés, qui peuvent améliorer ou limiter la réussite des projets tels que les conditions de vie, les réalités économiques et les besoins exprimés par les bénéficiaires. L'évaluation des bénéficiaires a commencé cette année en République Centrafricaine, en Zambie et au Mali, et une est prévue à Madagascar.

2.8 L'un des traits caractéristiques du programme DSA a été son succès dans la mobilisation des fonds pour les activités statistiques. Depuis que les premiers pays membres ont commencé à participer au programme DSA, il y a 3 ans, 23 programmes

statistiques ont été évalués et 57.5 millions de dollars E.U ont été prévus spécifiquement pour appuyer des activités statistiques nationales. De cette somme, 23.3 millions sont sous forme de prêts de la Banque mondiale - 28.6 millions se présentent sous forme de dons, dégageant un déficit de 5.3 millions qui doit être comblé. Le détail par pays figure à l'annexe 1.

Les problèmes de mise en oeuvre

2.9 L'ADAPTABILITÉ DES MÉTHODES : Comme le sous-comité DSA des statistiques l'a indiqué, à plusieurs de ses réunions, la méthodologie des enquêtes DSA doit demeurer flexible et les enquêtes prototypes devront être à même d'être adaptées, pour satisfaire aux exigences spécifiques des pays. Les pays qui mettent en oeuvre à la fois, les enquêtes intégrées (IS) et les enquêtes prioritaires (PS) ont été par conséquent encouragés à entreprendre un processus approfondie de revue avec les utilisateurs nationaux et de faire les adaptations comme ils estiment convenables, sans compromettre l'objectif général des enquêtes. Le Tchad et la Guinée Bissau sont des exemples de pays qui ont fait relativement peu de changements aux questionnaires PS de base mais qui ont ajouté un module élargi de dépenses. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire, d'un autre côté sont des exemples des pays qui ont fait des adaptations importantes. Le Ghana a fait de même pour l'enquête intégrée (IS), en élargissant la section des dépenses de manière à satisfaire d'autres besoins nationaux d'information.

2.10 Bien sûr, il y a des avantages et des inconvénients. Les pays qui choisissent de mettre en oeuvre une enquête intégrée ou un PS, sans y apporter beaucoup de modifications ont été les mieux placés pour tirer profit du questionnaire standard DSA, conception et plan de tabulation. Ceci a signifié qu'ils ont été en mesure d'entreprendre leurs enquêtes plus rapidement que les autres pays qui ont introduit des modifications au système standard. Mais d'un autre côté, ils ont dû accepter les rigidités entraînées par l'utilisation du système prototype non modifié. Les avantages et les désavantages d'adhérer strictement aux modèles prototypes sont là des problèmes qui doivent être strictement souspesé par chaque pays.

2.11 LES PROBLÈMES DE TRAITEMENT DE DONNÉES : Le domaine du traitement des données demeure, le plus complexe pour presque tous les pays et la cause des plus longs retards. Tandis que certains pays tels que le Tchad et le Ghana ont expérimentés des retards dans l'acquisition du matériel (équipement et logiciels), les problèmes principaux demeurent dans la formation et la rétention des personnes qualifiées pour formuler et mettre en place les systèmes nécessaires. L'Afrique souffre du fait que très peu de sociétés d'informatique sont disposées à donner un support aux services dont on a réellement besoin. Elle souffre aussi du fait

que plusieurs des meilleurs programmeurs qui sont envoyés en formation à l'étranger, abandonnent le service public pour chercher un emploi plus rémunérateur dans le secteur privé une fois qu'ils retournent dans leur pays.

2.12 En assistant les pays à renforcer les capacités de traitement des données, DSA poursuit plusieurs objectifs :

- L'unité régionale DSA a rendu disponible ses propres informaticiens, directement à certains pays, dont le Ghana, la Côte d'Ivoire, et la Guinée, sous forme des missions prolongées (4 - 8 semaines), pour aider à mettre sur pied les systèmes et de former le personnel national à utiliser les programmes. Cette stratégie a cependant entraîné une demande importante du personnel DSA, et actuellement, des efforts sont entrepris pour identifier des consultants africains qui connaissent les systèmes DSA, et qui peuvent être disponibles aux pays membres des DSA.
- La DSA collabore aussi avec des agences spécialisées ayant des ressources dans les domaines du traitement des données qui sont capables de fournir des services de suivi et de formation au personnel national et de leur transmettre la responsabilité de fournir le suivi technique dans le domaine. L'exemple le plus frappant a été l'association instituée avec le International Statistical Programs Center (ISPC). Non seulement le ISPC, fournit-il le logiciel mais il assure des missions de suivi technique auprès des pays utilisateurs. Les pays qui ont besoin d'assistance dans ce sens sont les suivants: le Tchad, le Sénégal et Madagascar.
- La DSA met aussi l'accent dans son programme de formation, sur le traitement des données, énoncés plus bas.

2.13 Les problèmes de traitement de données continueront cependant à dominer les problèmes rencontrés par les bureaux nationaux de statistiques; et ces problèmes ne sont certainement pas propres aux programmes DSA. A longue échéance, des solutions devront être trouvées à travers des efforts de collaboration par les bailleurs de fonds à constituer et à renforcer les capacités nationales dans ce domaine d'évolution rapide.

2.14 PASSER D'UN PROGRAMME D'ENQUÊTE À UN SYSTÈME DE SUIVI DU BIEN-ÊTRE SOCIAL : L'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de statistiques DSA ne sont pas une fin en elles-mêmes, mais seulement un moyen d'atteindre une fin, celle-ci, consistant à assister les pays à tenir compte des questions sociales dans l'élaboration et l'exécution de leurs programmes de réforme

économique. Il est donc indispensable d'utiliser les données des enquêtes et de les intégrer rapidement dans le processus national de planification et de prise de décisions. L'efficacité des outils d'enquête devra en fin de compte s'apprécier sur cette base. L'élaboration d'un système de suivi du bien-être social qui représente l'objectif fondamental du programme statistique des DSA, n'est cependant pas simplement la mise en oeuvre d'un programme d'enquêtes auprès des ménages. Le programme des DSA ne vise pas uniquement à renforcer les moyens institutionnels nationaux de collecte de données, mais aussi à les analyser et à les disséminer. On met de plus en plus l'accent sur ces éléments situés en aval dans le système global de suivi. C'est ainsi que le système de suivi du bien-être des ménages du Kenya, qu'appuie DSA, comporte le renforcement d'une cellule au sein du Ministère du Plan dont les fonctions comprennent la tenue d'une base de données socio-économiques et la publication d'un rapport annuel sur les tendances sociales.

Activités au niveau régional

2.15 ACTIVITÉS MÉTHODOLOGIQUES : Au cours de la période considérée, DSA était activement engagée dans le domaine du développement méthodologique. Le cadre théorique global de DSA est présenté dans "Making Adjustment Work for the Poor"¹. Ce document fournit la justification économique de DSA, le cadre empirique que les pays peuvent élaborer et présente les principales questions de politique générale à examiner. Le deuxième document de la série consiste en un ensemble de Plans d'analyse² destinés à aider les décideurs, planificateurs et analystes à étudier les effets de l'ajustement sur le bien-être social. Le troisième et le quatrième documents fournissent des directives sur la manière de mettre en oeuvre l'Enquête Prioritaire DSA³ et l'Enquête Intégrée DSA⁴ qui permettront d'obtenir les données nécessaires à l'analyse envisagée.

¹ Banque mondiale 1990. Making Adjustment Work for the Poor. Unité DSA; Région Afrique, Washington, DC.

² Banque mondiale 1990. Analysis Plans for Understanding the Social Dimensions of Adjustment. Unité DSA, Région Afrique, Washington, DC.

³ Grootaert et Marchant, 1991. The Social Dimensions of Adjustment Priority Survey. An Instrument for the Rapid Identification and Monitoring of Policy Target Group. Document de travail de DSA No 12. Washington, DC. Banque mondiale.

⁴ Banque mondiale 1991. The SDA Integrated Survey: A Survey to Measure Poverty and Understanding the Effects of Policy Change on Households. Service des dimensions sociales de l'ajustement, Région Afrique, Washington, DC.

2.16 Un autre document de la série, qui devrait paraître prochainement, est un rapport indiquant les directives pour l'exécution des Enquêtes auprès des communautés et l'analyse de leurs résultats. A cet égard, il importe aussi de souligner l'accent croissant que la division DSA met sur la nécessité de données qualitatives pour compléter les enquêtes statistiques plus traditionnelles. Un autre document à élaborer consistera en un ensemble de directives pour l'évaluation des bénéficiaires en s'aidant des méthodologies mises au point et utilisées davantage par les sociologues.

2.17 Pour ce qui est des futures activités méthodologiques, l'accent sera surtout mis sur les mises à l'épreuve méthodologiques au niveau des pays. On prévoit que, dans la mesure du possible, les idées sur la recherche méthodologique devraient émaner des pays eux-mêmes. Toutefois, il y aurait lieu d'examiner les questions suivantes: l'utilisation de réponses normatives, au lieu de réponses réelles, pour recueillir les données sur le revenu et les dépenses; l'utilisation de périodes de référence différentes; l'utilisation de carnets de relevés pour les enquêtes sur les dépenses. On est aussi conscient de la nécessité de mener des travaux supplémentaires dans le domaine de l'élaboration de bases de données socioéconomiques et de la prestation de conseils sur la mise en place de systèmes permettant de mettre facilement à jour les données et d'y avoir accès ainsi que pour assurer un entretien aisé. Les logiciels de traitement des données d'enquête représente un autre sujet important. DSA ne participera pas directement à l'élaboration de tels logiciels, mais elle essaie d'établir et de maintenir des contacts avec les institutions qui élaborent ces logiciels.

2.18 ACTIVITÉS D'ANALYSE : Le défi que les DSA doit relever sur le plan de l'analyse consiste à établir des liens entre la politique macroéconomique et le bien-être social au niveau des ménages. En principe, ce sont les planificateurs et les responsables nationaux qui doivent mener l'essentiel de l'analyse au niveau des pays. Il existe cependant une importante composante études régionales qui s'inscrit dans le programme régional de DSA. Outre les rapports et études publiées au niveau des pays par les institutions nationales, le principal support de publication est la série Documents de travail - Dimensions sociales de l'ajustement. Cette série vise à diffuser de manière rapide et informelle, les résultats et les conclusions du projet à l'intention des responsables des pays et des milieux universitaires internationaux, ainsi que du personnel des institutions internationales, et des bailleurs de fonds associés au projet. Au moment de la mise sous presse, 11 études ont été publiées dans cette série et comportent

aussi bien des profils de la pauvreté au plan national que des études sectorielles fondées sur les approches préconisées dans les plans d'analyse DSA. En conséquence, ces études ont un intérêt intrinsèque et représentent en outre des modèles dont peuvent s'inspirer les analystes nationaux.

2.19 DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET FORMATION : Les efforts déployés dans le cadre de l'initiative des DSA en vue d'appuyer le développement institutionnel et la formation sont étroitement coordonnées avec les activités apparentées en cours. Dans tous les pays participants, on met actuellement en oeuvre des programmes portant sur le développement institutionnel dans le domaine des statistiques: collecte, traitement et analyse de données, évaluation et analyse de la pauvreté. SDA mène ses activités de formation dans trois domaines: (a) cours régionaux, (b) cours nationaux et (c) ateliers.

2.20 Cours régionaux : (i) Un cours sur la préparation de données a été offert à Abidjan du 23 juillet au 17 août 1990. Il visait à permettre aux participants de produire des ensembles de données apurées au niveau des ménages. (ii) Un voyage d'étude au siège de la Banque mondiale et en Bolivie a été organisé du 12 au 26 septembre 1990, à l'intention des responsables des fonds de développement social de cinq pays: Bénin, Guinée, Malawi, Ouganda et Somalie. (iii) La première phase d'un cours de formation sur l'analyse du marché de travail s'est tenu à Yaoundé au Cameroun du 3 septembre au 15 octobre 1990. Il faut noter qu'un cours pilote avait été offert en 1989 à Abidjan et avait bénéficié du soutien du service DSA par le biais d'un membre de son personnel en qualité de formateur. (iv) La seconde phase du cours sur l'analyse du marché du travail s'est tenue à Yaoundé au Cameroun, pendant quatre semaines, et a vu la participation de 15 Camerounais et non-Camerounais. Le programme régional de formation de DSA a financé la participation de cinq non Camerounais. (v) Un cours sur le traitement des données d'enquête a duré six semaines. Il était organisé à Dar-ès-Salam par le "Munich Center" et "l'Eastern Africa Statistical Training Center" (EASTC). Quatorze ressortissants de sept pays y ont pris part.

2.21 Cours nationaux : Les activités nationales de formation ont été conçues dans le cadre des projets nationaux DSA. Elles comprennent, (i) un cours sur la saisie des données d'enquête, offert au Malawi par le "Munich Center" du 6 au 28 août 1990. (ii) Le programme régional de formation a contribué au placement et au financement, par le biais des projets nationaux aux cours de formation à l'étranger, notamment ceux organisés par l'ISPC/Bureau de Recensement des Etats-Unis) en statistique informatique.

2.22 Ateliers et séminaires : (i) Un atelier d'une journée, organisé au Malawi sur DSA pour établir un dialogue entre le gouvernement et ses partenaires sociaux, notamment les ONG. (ii)

Un atelier de trois semaines en Ouganda sur l'analyse de la pauvreté à partir des données d'enquêtes auprès des ménages. (iii) Le Programme régional de formation de DSA a été représenté à un certain nombre d'ateliers, notamment une réunion de concertation à Arusha sur un projet de formation régional sur l'analyse de la politique alimentaire et agricole.

3. PERSPECTIVES D'AVENIR

3.1 En 1992, le programme DSA entrera dans une nouvelle phase et un document de projet révisé est actuellement en préparation. On propose d'établir, dans le cadre du cinquième cycle du PNUD (1992-96), un nouveau programme axé sur les pays et comportant une coopération encore plus étroite entre les pays africains et le PNUD, la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement et d'autres institutions multilatérales et bilatérales ainsi que les bailleurs de fonds.

Objectifs

3.2 La prochaine phase du programme visera à appuyer les gouvernements de la région pour leur permettre de concevoir et de mettre en oeuvre des stratégies et des programmes de développement social axés sur la pauvreté. On y parviendra en concrétisant les quatre principaux centres d'intérêt du programme DSA dans le cadre de programmes au niveau des pays, par le biais des activités suivantes:

- Renforcement des capacités nationales d'évaluation et de suivi de la pauvreté;
- Consolidation de la gestion de la politique macroéconomique et sectorielle, en vue d'intégrer la lutte contre la pauvreté dans l'élaboration des politiques et des programmes;
- Soutien des programmes d'action sociale et de mesures, notamment l'évaluation des bénéficiaires;
- Mise en oeuvre de programmes nationaux de formation afin d'améliorer l'analyse, la conception et l'évaluation des programmes d'action sociale et des initiatives apparentées; et
- Production des données utiles aux enquêtes portant sur les activités d'évaluation de la pauvreté et à l'analyse de leurs résultats.

Dispositions concernant l'exécution

3.3 Le programme comprendra trois projets régionaux liés entre-eux et intéressant les trois institutions qui étaient les premières à appuyer l'initiative: PNUD, BAD, et la Banque mondiale.

- Il est proposé que le PNUD se charge de gérer le dialogue collectif et de continuer à assurer la coordination globale, comme il l'a fait pour le quatrième cycle.
- La BAD coordonnera l'identification, l'évaluation et le suivi des programmes de pays. Elle veillera à ce que les missions de préparation et de suivi des projets soient menées le cas échéant, conjointement avec les institutions des Nations Unies.
- La Banque mondiale appuiera les programmes nationaux pour suivre et évaluer la pauvreté et les questions sociales, et faire en sorte que celles-ci soient convenablement prises en compte dans la conception des politiques macroéconomiques. A cet effet, elle soutiendra et renforcera les systèmes nationaux d'information et contribuera à consolider les moyens nationaux d'analyse.

4. RENFORCER LE DEVELOPPEMENT STATISTIQUE EN AFRIQUE

4.1 L'assistance DSA aux services des statistiques continuera d'être une composante importante du programme du 5e Cycle. Mais il est aussi important qu'elle soit placée dans le contexte le plus large du développement statistique pour le continent africain tout entier. Les délégués à la conférence n'ont pas besoin qu'on leur rappelle l'importance du Plan d'Action d'Addis-Abeba pour le développement statistique en Afrique en 1990, plan qui avait été l'objet d'une discussion à la conférence conjointe de 1990, et adopté plus tard au Conseil des ministres de la CEA. Le Plan d'Action propose un programme de support intensif et coordonné pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique. Les efforts de collaboration pour améliorer à la fois l'offre et l'utilisation seront un mot d'ordre pour le reste de la décennie. Des plans de développement statistiques réalistes devront cependant être concus sur la toile de fond que constituent les programmes d'ajustement structurel actuellement implantés dans presque tous les pays africains. Le développement statistique, devra être encouragé dans le cadre de la réforme économique, de la réorganisation des services publics et de la réduction des ressources des programmes relatifs aux services publics. Le programme DSA qui a émergé comme un des plus importants mobilisateurs de ressources pour les bureaux statistiques nationaux jouera un rôle important dans ce processus, mais beaucoup de choses restent encore à faire.

4.2 La Banque mondiale sera un partenaire actif en aidant les pays africains dans l'exécution du Plan d'action adopté à Addis-Abeba. Cette assistance est le résultat d'un dialogue instauré avec les gouvernements pour l'élaboration de leurs programmes de réforme économique, afin de promouvoir l'implantation des systèmes statistiques solides dans un ensemble de programmes de réformes économiques. L'intégration du renforcement des capacités statistiques dans le cadre plus général d'un programme d'ajustement structurel est déjà un concept bien établi dans les programmes DSA et sera une condition préalable menant à la réussite. Il est évident que l'adoption de ce programme impliquera un certain nombre d'agences gouvernementales et internationales qui travailleront de concert à l'amélioration des capacités statistiques. S'il est invraisemblable que toutes ces institutions aient des objectifs similaires ou compatibles, on peut sans doute noter une volonté commune de ces agences à renforcer les capacités nationales statistiques en Afrique et ainsi qu'une volonté de coordination des efforts dans cette entreprise.

4.3 Pour relever ce défi, la Banque mondiale est entrain de mettre sur pied une stratégie d'assistance aux programmes de renforcement des capacités statistiques. Cette stratégie connue sous le nom de STATCAP est élaborée et coordonnée conjointement par trois divisions du Département Technique de la Région Afrique (Economie et Finances, Développement et Gestion Institutionnelle, et Pauvreté et Politique Sociale). La stratégie met l'accent sur le renforcement de la capacité de produire les statistiques de base dans le cadre général de la réforme économique et cela implique le besoin pour une assistance internationale intensive au-delà de l'assistance déjà produite par le biais DSA pour constituer des programmes nationaux statistiques pleinement intégrés. La Banque mondiale partage le point de vue selon lequel, à présent, il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande des données statistiques. Se penchant sur le travail de DSA, la Banque mettra l'accent sur le besoin de prêter plus attention sur le côté demande, et aussi que la production des statistiques devrait être déterminée, plus par les objectifs de la politique nationale et du développement que par les besoins internationaux. Cela implique que dans le cadre de l'aide visant à améliorer les systèmes statistiques, on devrait désormais mettre l'accent sur l'amélioration de l'utilisation de l'information statistique. Il faudrait inscrire les systèmes statistiques dans une perspective globale, la collecte, le stockage et la diffusion et l'analyse de l'information interagissant ensemble. Le système statistique dérivé de la demande encourage une vaste interaction entre les utilisateurs de données et le producteur; entre les différents fournisseurs de statistiques; et entre les bailleurs de fonds institutionnels qui soutiennent les programmes statistiques. Ce système réserve une place spéciale à la gestion de l'information en tant que question qui mérite d'être prise en considération dans l'élaboration d'un système national d'information. Cela va sans

dire que la Banque s'acquittera en permanence de ses fonctions en étroite concertation et consultation avec les autres organisations et agences visant l'objectif commun de renforcement des capacités statistiques en Afrique.

4.4 Le diagramme ci-dessous illustre les rapports entre le programme DSA et celui de STATCAP (renforcement des capacités statistiques). Il montre comment une bonne planification et l'élaboration des politiques sont tributaires d'une base d'information solide. Les domaines d'activité de DSA sont indiqués par les zones d'ombre à gauche de la pyramide. Ils vont de bas en haut. Le programme de renforcement des capacités statistiques, STATCAP, en revanche, est multisectoriel mais se concentre dans les zones correspondant aux deux tiers inférieurs de la pyramide. Si le programme statistique de DSA vise essentiellement à fournir régulièrement des données pertinentes pour l'élaboration des politiques, le programme de renforcement des capacités tend en revanche à veiller à ce que les institutions nationales se dotent d'un potentiel suffisant pour définir les priorités en matière de statistiques à l'intention des pouvoirs publics et fournir et utiliser durablement les statistiques dans tous les secteurs.

ANNEXE

Financement des programmes de statistiques par pays et par source, Decembre 1991.
(En million \$ E.U.)

Pays	Total	Gouvert	BAD	PMU	IDA	BIRD	SUEDE	USAID	ACDI	CEE	ALL.	ODA	Suis se	Norv	DEFI CIT
Burkina Faso	2.1	0.1			0.2									0.3	1.60
Cameroun	4.1					4.1									0.00
RCA	3.8				3.8										0.00
Tchad	2.4							1.2					1.2		0.00
Cote d'Ivoire	1.6					1.6									0.00
Egypte	1.4				1.4										0.00
Gambie	3.3		3.3												0.00
Ghana	2.9				0.5						1.0	1.4			0.00
Guinée	2.6	0.3	0.8		0.9				0.6						0.00
G-Bissau	0.1				0.1										0.00
Kenya	2.8				2.0										0.80
Madagascar	2.0			1.0	1.0										0.00
Malawi	4.3	0.3	1.0		2.0						0.2	0.3		0.5	0.00
Mali	4.0		0.5		0.5					0.5				0.5	2.00
Mauritanie	2.5										2.5				0.00
Mozambique	2.2			2.2											0.00
Sao Tome	0.4	0.4													0.00
Sénégal	2.1	0.4			0.8				0.9						0.00
Somalie	2.6		2.6												0.00
Tanzanie	2.9		1.5				1.5								0.00
Uganda	3.2				3.2										0.00
Zaire	1.3				1.3										0.00
Zambie	3.0													2.2	0.80
Total	57.5	1.5	9.6	3.2	17.6	5.7	1.5	1.2	1.5	0.5	3.7	1.7	1.2	3.5	5.30